

Conférence sur le thème de l'innovation financière au service de l'entrepreneuriat agricole au sein de l'UEMOA – Principaux enseignements

Le 26 juin 2024, la chaire Politique de modernisation agricole en Afrique¹ de la Ferdi² a organisé avec l'association ALFA³ au siège du groupe InVivo une conférence sur le thème de l'innovation financière au service de l'entreprenariat agricole au sein de l'UEMOA.

La conférence a eu pour objet de présenter un véhicule financier innovant basé sur le concept du *blended finance*. Cet instrument financier a été détaillé dans un rapport réalisé par la Ferdi pour la commission de l'UEMOA. M. Amadou Mbodj, directeur de l'agriculture au sein de la commission, a participé à l'événement.

À destination exclusive du secteur agro-pastoral, ce fonds d'investissement devrait permettre aux PME africaines, championnes dans leur domaine, d'initier ou de développer leurs activités tout en entraînant dans leur sillage de plus petits acteurs (y compris les exploitations familiales) essentiels à leur croissance.

La conférence, animée par Jean-Marc Gravellini – directeur de la chaire précitée – avait pour objectif à la fois de dresser l'état des lieux, de présenter l'instrument et de recueillir les opinions des parties prenantes. Elle a réuni 80 personnes au siège d'InVivo et une centaine de participants en ligne.

¹ La chaire Politique de modernisation agricole en Afrique de la Ferdi se propose d'ouvrir un chantier dont la finalité est de vérifier la faisabilité et d'anticiper les impacts d'une stratégie résolument en faveur du renforcement de l'entrepreneuriat agricole. Elle poursuit plusieurs objectifs dont l'encouragement à la structuration des chaînes de valeurs de production et de transformation, et l'étude de la faisabilité d'un véhicule financier spécifique et pérenne à l'attention du secteur agricole et d'élevage.

² La Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdi) est un laboratoire d'idées ayant pour mission d'influencer le débat international sur le développement en s'appuyant sur les résultats de la recherche. Sans but lucratif et indépendante, elle constitue un espace privilégié de réflexion et d'échange, ouvert aux expertises du Nord et du Sud. Elle joue un rôle prépondérant de plaidoyer en faveur des pays vulnérables dans la définition de l'architecture internationale du financement du développement et apporte son expertise pour la définition des politiques publiques en faveur d'un développement durable et inclusif.

³ ALFA est une association française visant à promouvoir le développement de l'agriculture, de l'élevage et de l'agro-alimentaire en Afrique, en facilitant la collaboration entre les secteurs privés français et africains. Composée de plus d'une centaine d'organisations et d'entreprises françaises publiques et privées expérimentés et intervenant tout au long de la chane de valeur agro-élevage, ALFA ambitionne de répondre, avec ses partenaires africains, aux défis de la souveraineté alimentaire.

Cet événement a permis d'accueillir 14 panélistes d'horizons divers. La conférence s'est déroulée en 3 temps: une première session dédiée aux enjeux et à l'expression des besoins de financement du secteur agricole en Afrique de l'Ouest, suivie de la présentation détaillée du véhicule de financement. Les échanges se sont poursuivis au cours d'une deuxième table ronde, qui a permis de recueillir les réactions des acteurs financiers. Le programme de la conférence et la présentation des panélistes sont détaillés en annexe.

Résumé

- 1. État des besoins et des défis du financement agricole: divers intervenants ont souligné les défis de financement spécifiques au secteur agricole en Afrique de l'Ouest. Les problèmes identifiés incluent le sous-financement, les taux d'intérêt élevés, les durées de prêt inadaptées, et les difficultés d'accès au financement pour des montants intermédiaires. Ces obstacles freinent la croissance des entreprises agricoles et leur capacité à répondre aux demandes croissantes du marché.
- Introduction d'un véhicule financier innovant, basé sur le blended finance. Le 2. fonds serait ainsi abondé par des ressources publiques et philanthropiques pour attirer des investisseurs privés traditionnellement plus frileux sur le secteur. Ce mode de structuration mixte jouerait comme un instrument de garantie partielle, grâce à une distribution en cascade des gains tirés du portefeuille de projets. Les investisseurs privés dits « seniors », auraient par conséquent la priorité sur les gains, tandis que les contributeurs publics et philanthropiques, dits «juniors», visant la maximisation d'impacts socio-économiques et environnementaux, seraient en première position pour absorber le risque de performance. Ce partage (entre des contributeurs seniors à la recherche de rendement financier et des contributeurs juniors à la recherche d'impacts) serait davantage susceptible de mobiliser des capitaux privés vers le secteur agricole tout en assurant la performance financière, et donc la pérennité de l'outil. Dans cette logique, la question de l'appréciation objective et rigoureuse des impacts est apparue déterminante pour structurer l'instrument.
- 3. Importance des partenariats public-privé et des solutions adaptées : les discussions ont mis en lumière l'importance des collaborations entre les secteurs public et privé pour créer des solutions de financement adaptées aux réalités locales. Le blended finance est présenté comme une solution clé pour attirer des investissements privés en réduisant les risques, avec une gouvernance robuste et en contrepartie l'appréciation d'impacts sociaux et environnementaux significatifs. Des témoignages ont illustré comment des initiatives de financement innovantes peuvent aussi contribuer à renforcer tous les maillons des chaînes de valeur et notamment à surmonter les obstacles logistiques à leur développement et soutenir une croissance durable dans le secteur agricole.

La conférence a débuté par un chaleureux mot d'accueil de Thierry Blandinières, directeur général d'InVivo. Avec un chiffre d'affaires de plus de 10 milliards d'euros, après le rachat du groupe céréaliers Soufflet, la coopérative InVivo est un des trois plus importants groupes agricoles français. InVivo a accueilli cette rencontre pour affirmer son soutien au continent africain et notamment à ses agriculteurs, que le groupe souhaite insérer dans des chaînes de valeur performantes pour relever le défi de l'alimentation sécurisée des populations.

► Présentation des enjeux

Sur ces mots, **M. Amadou Mbodj**, **directeur de l'agriculture à la commission de l'UEMOA**, a présenté les enjeux du secteur agricole pour l'UEMOA, ainsi que les priorités pour l'avenir. Il a à juste titre rappelé l'enjeux crucial que représente la sécurité alimentaire de la région, non seulement au vu des projections démographiques, mais aussi au vu des récents événements géopolitiques (crise de la Covid, invasion de l'Ukraine par la Russie) qui ont mis en lumière la fragilité alimentaire de la région. L'attention a été portée sur le sous-financement du secteur par les institutions financières locales et les solutions développées pour pallier ce déficit à l'instar du Fonds régional de développement agricole (FRDA) créé en 2006 ou encore l'instauration d'un fonds de garantie afin de faciliter l'accès aux prêts bancaires pour les entrepreneurs agricoles privés.

Jean-Michel Severino, président du conseil de surveillance d'I&P4 (Investisseurs et Partenaires) a mis en avant la quasi-absence d'acteurs financiers prêts à financer des besoins en dessous d'un seuil de 7 à 8 millions d'euros. Or, la majorité des PME de la région et du secteur a aujourd'hui besoin de financement plus proche – en moyenne de 3 millions d'euros. Ce phénomène s'explique en partie par la faible attractivité de l'environnement des entreprises et par la quasi-absence d'un marché secondaire des participations pour permettre les sorties et la fluidité des transactions. Autrement dit, les durées d'investissement dans ce secteur sont forcément longues et nécessitent de trouver des investisseurs patients. Jean-Michel Severino a également rappelé l'importance de prendre en compte les éléments de contexte extrêmement prégnants comme les effets du changement climatique, la faible qualité des infrastructures, les manques des politiques agricoles locales et les obstacles à l'importation de matériel performant (délais, dédouanement, maintenance...) qui peuvent impacter négativement la croissance des entreprises et, par conséquent, les rendements financiers. Il a appelé à adapter les instruments financiers au terrain et à prendre en compte dès le départ la faiblesse des rendements, mais aussi à quantifier les résultats extra-financiers pouvant être très satisfaisants même si le résultat financier n'atteint pas totalement les objectifs. D'où l'importance et la pertinence des collaborations entre le public (qui accorde une valeur à l'impact social et environnemental) et le privé, socle du blended finance.

⁴ I&P est un fonds d'investissement dédié aux PME africaines.

Première table ronde

La première table ronde a réuni 5 acteurs du monde agricole africain afin de faire le point sur les besoins et les difficultés rencontrées au quotidien et sur le terrain. Cette table ronde a réuni Mme Claudia Senghor, fondatrice d'Agrobabe⁵; M. Damien Kiki Zinsou, ingénieur agronome et Directeur exécutif du RéPAB⁶; M. Emmanuel Vallantin Dulac, directeur général de la société africaine d'ingrédients (SAF⁷); M. Abou Bacry Ly, fondateur et président de GDM AgriConcept⁸; et M. Emmanuel Marchant, vice-président de Danone Communities. Cette première session a permis de dresser les constats suivants:

- **Difficultés d'accès au financement:** les obstacles au financement pour les entrepreneurs agricoles en Afrique sont nombreux. Parmi ces obstacles, Damien Kiki Zinsou, Emmanuel Vallantin Dulac et Abou Bacry Ly ont notamment mis l'accent sur les taux d'intérêt élevés qui leur sont proposés (en moyenne entre 12 % et 15 % par an) et les durées d'emprunt bien trop courtes au regard de leur activité. À ces taux élevés s'ajoutent des demandes de garanties très contraignantes, ainsi que de nombreuses diligences environnementales et sociales, auxquelles les entrepreneurs ne peuvent financièrement pas répondre. Enfin, les entrepreneurs soulignent le manque de transparence des conditions d'octroi des prêts.
- **Problèmes structurels dans les filières agricoles:** la faible productivité des exploitations agricoles africaines est une problématique d'ampleur. Emmanuel Marchant estime qu'elle s'explique en partie par la vétusté du matériel agricole et le sous-déploiement de techniques agricoles performantes. Le développement d'infrastructures de transformation, de stockage, de transport dans la région doit devenir une priorité autant pour le secteur public que privé. La demande régionale est forte et bien présente, mais l'offre reste largement insuffisante à cause de ces freins.
- Des outils de financement sur-mesure: Damien Zinsou Kiki a mis en avant la nécessité, pour le secteur, de bénéficier de produits financiers prenant en compte les cycles de production de chaque spéculation agricole. Dans le cas de l'ananas, qui a un cycle de culture de 18 mois, il est inconcevable pour les agriculteurs d'envisager un remboursement de prêt avant la vente de leur production sur le marché. Or, c'est aujourd'hui la norme de la plupart des institutions de financement qui fixent des échéances de remboursement bien inférieures à la durée du cycle de production.
- Attractivité du secteur agricole pour les jeunes: le secteur agricole peine à attirer les jeunes entrepreneurs locaux. Or, leur présence est plus que nécessaire à la modernisation des pratiques agricoles et à l'amélioration de l'image du secteur. Selon Claudia Senghor, ce problème s'explique en partie par un manque de communication vers les acteurs du

⁵ Agrobabe est une société de consulting et de formation agricole à destination des agri-preneurs d'origine africain.

⁶ Le RéPAB est le réseau des producteurs d'ananas du Bénin. Créée en 2003, la coopérative réunit des agriculteurs exerçant principalement sur le plateau d'Allada.

⁷ La SAF est une société implantée au Sénégal et spécialisée dans la production et la transformation de l'oignon.

⁸ GDM Agri-Concept est une société mauritanienne spécialisée dans la production de fourrage pour l'élevage.

secteur. Les dispositifs de financement qui pourraient aider les jeunes à se lancer ne sont pas assez médiatisés auprès des populations cibles et en particulier des jeunes.

Cadre scientifique

Vianney DEQUIEDT, directeur scientifique de la Ferdi

La chaire Politique de modernisation agricole en Afrique se concentre sur deux priorités principales : l'entrepreneuriat et la formation professionnelle. Un diagnostic clé est la difficulté de financement de l'agriculture en Afrique de l'Ouest, et notamment des petites entreprises ayant un potentiel de croissance. Ce constat est connu sous le nom de *missing middle*. Les causes incluent les risques spécifiques à l'agriculture, nécessitant des stratégies de dérisquage pour attirer des investisseurs privés, avec un rôle crucial pour le *blended finance*. Dans le contexte de l'UEMOA, la commission souhaite mieux structurer les filières telles que le coton, le riz et le maïs.

La Ferdi propose un plaidoyer pour un instrument financier pérenne sur le plan financier et exclusivement dédié aux PME agricoles, qui sont essentielles pour structurer l'ensemble des filières agricoles et d'élevage. En tant que think tank, elle entend jouer un rôle de catalyseur auprès des organisations régionales et internationales, des acteurs publics du développement, et des investisseurs privés, afin de répondre, dans le cas présent, aux besoins de financement agricole en Afrique.

Présentation du véhicule de financement

Alexis Befeno, conseiller financier indépendant

L'objectif de l'instrument est de capitaliser sur l'existant en combinant différemment les efforts du secteur public, philanthropique et privé à travers un fonds dédié. Ce fonds, spécialisé dans l'agriculture, l'élevage et l'agroalimentaire, vise à coordonner ces secteurs pour structurer les filières de manière plus efficace et attirer des investissements privés grâce à des mécanismes de *blended finance*.

Le fonds sera de long terme, mobilisant des ressources patientes, avec une structure financière permettant au secteur privé de récupérer sa mise plus rapidement grâce à une priorisation des gains.

Le fonds sera abondé à 60 % par des fonds philanthropiques et publics, et à 40 % par des fonds privés. Il sera doté de deux compartiments (dette privée et capital développement) afin de répondre au mieux aux besoins des différentes typologies d'entreprises ciblées.

Les tranches publiques et philanthropiques, plus intéressées par les résultats extrafinanciers, permettront de rendre l'investissement plus attractif pour les parties privées. L'objectif est de pouvoir financer environ 80 entreprises sur une période minimum de 7 ans. Pour l'heure, le ticket moyen par entreprise sera de 3,5 millions d'euros (pour une fourchette d'intervention entre 3,75 et 5 millions d'euros), ce qui correspond au besoin observé dans la région. En termes de rentabilité, il est attendu un TRI sur 8 années de 24,7 % (x 6,7) pour les investisseurs privés du fonds de capital développement et 10,2 % (x 1,7) pour le compartiment de dette privé. Concernant les investisseurs publics et philanthropiques, le TRI du fonds de capital développement et de dette privé devrait avoisiner les 5 %.

En dehors des objectifs de rentabilité, le fonds poursuivra des engagements sociaux et environnementaux forts. Le fonds apportera un soutien extra-financier, en accompagnant les projets pour améliorer leur performance, un peu comme les incubateurs de start-ups.

En résumé, le fonds permettra de mobiliser des ressources diversifiées tout en assurant des retours financiers pour les investisseurs privés et en répondant aux besoins des petites exploitations agricoles par le biais de soutiens adaptés. Ce mécanisme innovant vise à aligner les intérêts de différents acteurs, dont les institutions financières locales, pour un développement durable et structuré du secteur agricole africain.

Pierre Jacquet, professeur d'économie à l'École des Ponts ParisTech – ancien directeur exécutif de l'AFD et actuel président du conseil scientifique de la fondation FARM (Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde)

En tant qu'économiste, Pierre Jacquet pense qu'il est crucial de se concentrer sur la manière de mesurer les impacts obtenus à travers un tel instrument financier et de communiquer sur les résultats obtenus. En analysant le blended finance, on voit qu'il combine des ressources publiques et privées de manière cohérente. Les fonds publics sont justifiés par des imperfections de marché, telles que la répartition inégale des revenus et les problèmes d'accès à l'information. L'originalité de cet outil réside dans sa capacité à combiner valeur ajoutée sociétale et financière. Cependant, il est impératif de construire une gouvernance robuste pour la mesure d'impact, intégrée dès le début au fonds. Cela nécessite un partenariat avec des institutions académiques, comme la Ferdi, pour évaluer la valeur ajoutée sociale et environnementale. Enfin, il est essentiel de présenter cet outil comme un moyen de mobiliser de la ressource publique à côté des investisseurs pour créer de la valeur ajoutée sociale et environnementale plutôt que de garantir directement la rentabilité des investisseurs privés.

Deuxième table ronde

Bagoré Bathily, directeur général de la Laiterie du Berger⁹

La Laiterie du Berger, au Sénégal, illustre la mise en place réussie d'une chaîne de valeur locale en réponse aux défis de compétitivité et de logistique de la production et la transformation du lait. Créée il y a 15 ans, cette entreprise sociale aide les éleveurs à trouver des débouchés pour leur lait local, malgré la concurrence du lait en poudre importé. Grâce à des solutions de financement innovantes, incluant des fonds propres, des prêts et des subventions, la laiterie a pu surmonter les obstacles logistiques et accroître sa compétitivité. En collaboration avec des ONG, des programmes de formation et d'accompagnement technique pour les éleveurs ont été mis en place, permettant une augmentation significative de la productivité. Aujourd'hui, la laiterie travaille avec 3000 éleveurs et génère un chiffre d'affaires de plusieurs dizaines de millions d'euros. Cependant, pour atteindre une échelle industrielle plus large et un impact significatif sur la collecte de lait au Sénégal, des investissements massifs et des ressources de longs termes sont nécessaires. Cette expérience montre l'importance d'un financement mixte public-privé pour soutenir des projets agroalimentaires durables et compétitifs. Ce projet met aussi en lumière l'importance cruciale des partenariats public-privé (PPP) pour structurer les filières agricoles et assurer un développement durable. Les PPP permettent de mobiliser des ressources et des expertises complémentaires, ce qui bénéficie à l'ensemble des acteurs du secteur et renforce les politiques publiques. En soutenant des projets agroalimentaires durables et compétitifs, les PPP jouent un rôle essentiel dans la transformation économique et sociale en Afrique.

Pierre Arnaud, association ALFA

Après avoir confirmé que la demande de financement est particulièrement forte dans la région, à côté d'autres besoins tels que la formation et le conseil, et qu'il manque indéniablement un acteur financier capable de répondre aux besoins financiers intermédiaires des entreprises, l'administrateur d'ALFA fait le constat que le projet porté par la Ferdi pourrait combler cette lacune dans le paysage financier africain. Pierre Arnaud met cependant en avant la nécessité d'intégrer à la gouvernance de l'instrument des acteurs de terrain, experts dans leur domaine afin de guider les décisions. Il insiste ainsi sur la nécessité de constituer une équipe de gestion compétente et expérimentée qui sera à même de sélectionner des projets de qualité. La qualité des projets est en effet un facteur déterminant dans l'atteinte des objectifs financiers mais aussi extra-financiers. À ce titre, il faudra impérativement prévoir les ressources humaines et financières pour aider à la structuration de projets solides.

⁹ Entreprise sénégalaise spécialisée dans la production de produits laitiers.

Jean-Benoît du Chalard, directeur adjoint du département investissement de Proparco¹⁰

En 2023, Proparco c'est 1,4 milliard d'euros engagés en Afrique, soit 52 % de son activité totale. Contre l'insécurité alimentaire sur le continent, ce sont environ 235 millions d'euros de financement en soutien aux chaînes de valeurs agricoles en Afrique, en adéquation avec les objectifs de FARM, la mission pour la résilience alimentaire et agricole.

En ce qui concerne spécifiquement les instruments financiers développés ou accompagnés par Proparco, les enseignements suivants ont été partagés afin de nourrir les échanges autour de l'outil financier proposé par la Ferdi:

- Le bon dimensionnement, notamment des fonds d'equity, est crucial, car des frais de gestion trop élevés par rapport aux volumes engagés peuvent consommer une grande partie du capital mobilisé.
- Dans le même temps, il faut équilibrer la volumétrie du portefeuille en nombre de projets financés afin, d'une part, de couvrir les frais de gestion tout en évitant, d'autre part, une dilution trop grande du portefeuille et une dispersion préjudiciable des équipes. Proparco privilégie ainsi des portefeuilles de 8 à 12 participations bien sélectionnées.
- Les attentes en termes de rendements doivent être réalistes. Nos investissements dans l'agro-alimentaire africain, très générateurs d'impacts par ailleurs, affichent un multiple moyen (capital retourné/capital investi) autour de 0,6 x, soit un niveau de perte moyen d'environ 40 % (i.e. on parle bien d'un multiple de 0,6 x sur la durée de l'investissement). Pourtant la préservation de la rentabilité des instruments financiers est essentielle pour assurer leur pérennité et des impacts durables.
- La diversification des investissements tout au long des chaînes de valeur agricole est vitale pour répartir les risques.
- Le gestionnaire doit lui-même investir significativement dans le fonds pour assurer un alignement des intérêts, essentiel pour le succès à long terme.
- Une coopération étroite avec les entreprises et initiatives locales doit être recherchée afin de maximiser l'efficience et d'optimiser les retombées positives des investissements.

En résumé, Proparco soutient ce genre d'initiatives, mais la structuration des instruments et la gestion des attentes de l'ensemble des parties prenantes doivent être soigneusement planifiées pour maximiser leurs impacts, leurs performances et leur pérennité.

Vincent Abt, conseiller sécurité alimentaire à la Direction générale du Trésor au Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique.

Le Trésor français s'efforce de mobiliser des ressources internationales et nationales, en particulier du secteur privé, pour maximiser le volume d'investissement dans le secteur

¹⁰ Proparco est la branche privée de l'AFD (Agence française de développement).

agricole en Afrique et ses impacts. Nous réfléchissons ainsi constamment à améliorer l'architecture financière internationale, en particulier autour des questions climatiques.

Le blended finance combine des financements publics et privés pour augmenter l'impact, mais il est crucial de travailler avec tous les acteurs financiers, y compris les banques locales. Il est important de ne pas se limiter à quelques initiatives, mais de comprendre et intégrer toutes les contributions potentielles.

Il faut aussi éviter de refuser des projets prometteurs qui ne rentrent pas strictement dans les critères actuels. Des initiatives existent ainsi pour combler les lacunes de financement, par exemple, pour les plus petits tickets d'investissement. En France, le Trésor travaille dans ce sens avec le groupe AFD/Proparco, mais aussi au plan international avec des institutions comme la Banque mondiale et le Fonds international de développement agricole (FIDA). Ces efforts visent à adresser les besoins de financement là où les plus grandes institutions ne peuvent pas aller seules. Il est crucial de surveiller et comprendre ces initiatives pour s'assurer qu'elles se complètent efficacement. Collaborer avec des organisations comme Proparco et d'autres institutions permet de partager les meilleures pratiques et d'optimiser les efforts.

Enfin, il est essentiel de rester vigilant et bien informé sur les multiples initiatives existantes pour éviter les redondances et maximiser l'efficacité collective.

Jean-François Lepy, directeur général de Soufflet Négoce¹¹

Jean-François Lepy souligne enfin deux points, selon lui essentiels, et qui doivent être traités en parallèle. Le premier concerne les défis logistiques du continent. Il est compliqué d'opérer efficacement dans la région à cause de la qualité et du nombre d'infrastructures qui sont à son sens insuffisantes, que ce soit au niveau du transport, du stockage ou encore de la transformation. L'autre élément essentiel est la compétitivité des entreprises africaines. La région n'offre pas, pour l'heure, de conditions favorables à la commercialisation de produits compétitifs, notamment sur les marchés internationaux. De grands groupes s'intéressent à l'Afrique, mais il y a un réel problème de compétitivité des entreprises africaines. Cela se traduit au bout du compte par des balances commerciales déficitaires, mais aussi par l'importation de produits transformés depuis l'étranger, alors que les matières premières proviennent d'Afrique.

¹¹ Soufflet Négoce est une entreprise du groupe InVivo spécialisé dans le commerce de grains.

Conclusions

Les contributions des panélistes, ainsi que les échanges très constructifs avec le public, ont permis de tirer les conclusions suivantes et de souligner la nécessité:

- d'attribuer une valeur aux résultats extra-financiers, même si elle n'est pas monétaire et d'élaborer des méthodes de quantification d'impacts dès le début du projet tout aussi rigoureusement que pour les objectifs financiers. Un travail académique apparaît indispensable de ce point de vue. La Ferdi s'organisera pour poursuivre cette recherche en lien avec d'autres partenaires et institutions;
- de bien réfléchir à la durabilité financière du fonds, au bon niveau des frais de gestion et des carried interest;
- de bien définir la terminologie concernant l'abondement de l'instrument par des fonds publics;
- de mettre en avant l'expertise de l'équipe de gestion qui sélectionnera et accompagnera les entreprises, de manière à sécuriser les investisseurs ;
- d'établir un portefeuille type pour mieux anticiper les retours financiers pour les investisseurs ;
- de trouver des synergies avec des projets existants et tirer des leçons des projets qui ont déjà été implémentés.

Toutes ces suggestions pertinentes permettront d'affiner l'outil afin qu'il réponde au mieux aux préoccupations financières d'impact et de sécurité alimentaire en Afrique.